

Un chiisme combattant face au monde.

*La politique étrangère du Hezbollah**

Aurélie Daher

Etudier la politique étrangère du Hezbollah libanais n'est pas chose aisée. L'exercice consiste tout d'abord, d'un point de vue méthodologique, à distiller un mélange très serré de stratégies intérieures et extérieures : plus que tout autre parti au Liban, le Hezbollah est une machine politique dont la raison d'être, l'univers de sens et la propension à l'action sont largement déterminés par un certain rapport au monde extérieur, régional en l'occurrence. Sur le plan analytique ensuite, le défi consiste à bien saisir le caractère multiple et multiforme de cette politique étrangère : non seulement la direction du Hezbollah n'a pas une mais des politiques extérieures, sa relation au monde n'hésitant pas, dans une logique explicitement pragmatique, à se modifier selon le contexte, mais elle projette son rapport à l'externe à travers différents supports organisationnels et institutionnels. Les lignes rouges définies *a priori* par ses paradigmes idéologiques ne sont pas d'une inflexibilité parfaite, et son rapport au système politique national - dont, à l'instar des autres formations du pays, le Hezbollah est à la fois une composante et un compétiteur - lui permet de développer depuis des plateformes différentes des politiques étrangères aux apparences parfois contradictoires, mais fonctionnellement bien complémentaires.

Pour difficile à disséquer, le sujet conserve tout son intérêt. Près de trente ans après la création du Hezbollah, la politique

étrangère de celui-ci a essentiellement constitué un thème subalterne de l'étude des politiques étrangères occidentales, qui s'est contentée d'y voir une sous-traitance exécutée pour le compte d'acteurs régionaux plus importants. L'interaction du Hezbollah avec le monde, ainsi limitée à une série d'initiatives terroristes anti-occidentales et anti-israéliennes perpétrées sur commande des régimes syrien et/ou iranien, devient un moyen privilégié d'accéder à la nature même de l'organisation ; le Hezbollah s'en retrouve résumé en une organisation par essence violente et au champ d'action naturellement extranational. Indéniablement, la politique étrangère du Hezbollah reflète une série d'éléments révélateurs de l'identité même de l'organisation ; mais elle ne constitue en réalité qu'une stratégie, évolutive et articulée à d'autres moyens d'action, au service d'un ordre des priorités bel et bien libano-centré : comme pour bien d'autres acteurs politiques, la politique étrangère du Hezbollah est avant tout une politique *intérieure*. Pour comprendre le rapport au monde de ce dernier et ses choix stratégiques en la matière, il convient tout d'abord de se défaire de certaines idées reçues, puis de revenir sur les raisons qui ont amené le parti à exister, et se recentrer sur les objectifs premiers qui sont les siens.

Le Hezbollah, instrument docile de la politique syro-iranienne?

Les liens qui régissent les relations entre le Hezbollah et Téhéran d'une part et entre le parti et Damas de l'autre sont non seulement de nature dissemblable, mais chacune d'elle d'une teneur passée, au gré des contextes, par de multiples modulations.

L'Iran révolutionnaire est habituellement considérée comme la matrice du Hezbollah, tant sur le plan organisationnel qu'idéologique. L'argument s'appuie essentiellement sur l'allégeance déclarée du parti au principe de *wilâyat al-Faqîh*,

ou le « gouvernement du Jurisconsulte », doctrine hiérarchisante des autorités au sein du monde politico-religieux chiite, qui installe en pratique le Guide de la Révolution iranienne à la tête de la pyramide. Si cela signifie que le Hezbollah doit tenir compte des orientations stratégiques générales dessinées par le Guide, il n'existe officiellement aucun lien de subordination entre le parti et le président iranien¹. En outre, et contrairement à l'idée répandue que le principe de *wilâyat al-Faqîh* agit comme un lien contraignant au point de faire du Hezbollah un satellite docile téléguidé par Téhéran, les modalités de cette relation sont bien déterminées, et ne fonctionnent que dans des situations particulières. L'autorité du *Faqîh* se traduit dans les faits par (i) des « bons pour accord » dont le Guide gratifie *a posteriori* certaines décisions prises par la direction du parti, et (ii) un pouvoir d'arbitrage qui n'intervient qu'à la demande de la direction du Hezbollah. Cela laisse d'autant plus de marge de manœuvre à celle-ci dans le processus de prise de décision, la gestion et l'exécution, que les deux hommes qui ont occupé ou occupent le poste de *waliy* – Khomeiny puis Khamenei – ont été et restent des mentors relativement peu intrusifs dans les affaires quotidiennes du parti².

Dans les années 1980, un certain nombre d'enlèvements de ressortissants occidentaux et d'attentats contre les Forces Multinationales au Liban et contre l'ambassade américaine ont été attribuées au Hezbollah, qui se serait ainsi chargé de

* La publication de cet article a été possible grâce au soutien de The Institute for the Transregional Study of the Contemporary Middle East, North Africa and Central Asia (TRI), Université de Princeton, USA.

¹ En pratique, la dépendance du Hezbollah en matière d'armement vis-à-vis du gouvernement iranien ne permet guère au parti de ne pas être sensible aux « suggestions » que pourrait lui formuler celui-ci.

² Le premier par désintéret pour une possible option libanaise et le second parce qu'il apparaît comme une confiance certaine en la direction du parti. Pour plus de détails, lire Aurélie DAHER, *Hezbollah, Mobilisation et pouvoir*, Paris, PUF, Proche-Orient, 2014, chapitre 3.

missions-messages adressées par l'Iran révolutionnaire à ses rivaux occidentaux. Téhéran, premier bénéficiaire de « l'affaire des otages » pour avoir rendu possible la libération de ces derniers grâce à ses interventions auprès des divers groupes de ravisseurs, et qui réglait par la même occasion son différend avec Paris au sujet d'Eurodif, se défend d'avoir été le commanditaire des enlèvements¹. Le parti a lui aussi toujours fermement démenti son implication ; le fait est que, si des liens familiaux et amicaux ont pu être établis entre certains ravisseurs et des membres du parti, aucune preuve ne semble exister encore aujourd'hui d'une responsabilité certaine de sa direction². Quels que soient les liens réels ayant pu rattacher le Hezbollah et l'Iran aux ravisseurs, les années 1990 voient cette bride supposée assujettir le parti au bon vouloir de Téhéran significativement relâchée. Sous les mandats de Rafsandjani (1989-1997) et de Khatami (1997-2005), le Hezbollah perd le soutien du maillon présidentiel, incarné du temps de Khomeiny par Khamenei. De même, Rafsandjani, à peine élu, prévient : le parti- protégé libanais doit devenir « un parti comme les autres ». Première retraduction de cette prise de distance, la réduction drastique du soutien financier jusqu'alors accordé au parti, encourageant celui-ci à faire le choix d'une politique d'autofinancement motivée. Khatami, dans un souci de s'ouvrir aux autres tendances politiques du Liban, provoque un affaiblissement encore plus net du statut privilégié du

¹ Pour un compte-rendu plus détaillé de l'affaire des otages, lire Hala JABER, *Hezbollah, Born with a Vengeance*, New York, Columbia University Press, 1997.

² A l'été 2013, l'Union Européenne décide d'inscrire « l'aile militaire » du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. Bien que la France s'y soit décidée à la suite de la participation de la Résistance islamique au Liban (RIL) à la bataille de Qusayr en Syrie (cf. infra), la raison officielle avancée est celle d'une condamnation de l'attaque terroriste perpétrée en Bulgarie en juillet 2012 contre un bus de touristes israéliens. A l'été 2013 pourtant, l'enquête n'est toujours pas close et les pistes semblent se contredire. Pour plus d'informations sur les enjeux politiques internationaux de l'affaire dite « de Bourgas », voir Aurélie DAHER, *Le Hezbollah, mobilisation et pouvoir*, op. cit., chapitre 10.

Hezbollah, insistant pour faire de l'Etat libanais le partenaire premier de Téhéran au Pays du cèdre. Il faudra attendre l'élection de Mahmoud Ahmadinejad, en 2005, pour voir le Hezbollah redevenir l'organisation-protégée et l'interlocuteur principal au Liban.

Si la relation entre le Hezbollah et Téhéran, quoique verticale, est donc en définitive restée relativement souple, elle l'a moins été, toute horizontale qu'elle peut être cette fois, avec le régime syrien. Damas, durant les années de tutelle sur le Liban (1990-2005), est régulièrement intervenu, directement et dans le détail, dans les affaires politiques de son voisin. Soucieux de maintenir un certain équilibre entre les forces locales, il lui est arrivé d'imposer au Hezbollah, comme aux autres formations libanaises, des directives contraignantes. Mais le parti, tout en restant dépendant du bon vouloir du régime syrien pour maintenir la résistance contre l'occupation israélienne au Liban-Sud et acheminer son armement depuis l'Iran, est progressivement devenu en retour un atout nécessaire au mentor syrien. Par son soutien à la cause du Hezbollah, la dynastie des Assad s'est offert pendant de longues années une image de régime « arabe résistant » à moindre frais¹ qui lui a servi à se maintenir une légitimité dans son pays. Pour résumer, là où existent une affinité et un engagement idéologiques entre le Hezbollah et le Guide iranien, il n'y a qu'un contrat synallagmatique plus ou moins équilibré entre le parti et le régime syrien.

Comme dans son rapport à l'Etat libanais, le Hezbollah a, depuis la fin des années 1980, privilégié la prudence dans ses relations avec Damas, prônant le non-affrontement dans le souci de ne pas compromettre les intérêts des combattants engagés au Liban-Sud. Pour autant, chaque fois que cela a été possible, les desiderata syriens ont été négligés au profit des intérêts premiers du parti. C'est le cas par exemple à l'occasion des élections municipales

¹ L'armée syrienne ne guerroye plus en Syrie contre l'armée israélienne depuis la Guerre de Kippour de 1973, bien que les troupes de Tel-Aviv occupent le Golan depuis 1967.

de 1998 et 2004, lorsqu'AMAL, seconde formation chiite libanaise, insiste pour présenter des listes communes avec le Hezbollah dans l'espoir de bénéficier de la popularité de ce dernier. La direction du parti, sûre de sa victoire, s'y oppose et les interventions pugnaces des autorités syriennes au profit d'AMAL ne réussissent pas à la faire changer d'avis. De même, au printemps 2000, le régime syrien s'inquiète de la résignation israélienne à procéder à un retrait unilatéral du Liban, qui quelques semaines plus tard mettra fin à vingt-deux ans d'occupation du Pays du cèdre ; Damas tente en particulier de tempérer la motivation des combattants libanais dans l'espoir d'empêcher le retrait, mais le Hezbollah, déterminé à remporter une victoire rapide et nette sur les troupes de Tel-Aviv, passe outre les souhaits syriens et le rythme des attaques contre l'occupant s'intensifie, dans l'objectif de dissuader l'état-major et le gouvernement israéliens de revenir sur leur décision de rappeler leurs effectifs sans condition.

Si les grandes lignes de la politique du Hezbollah - dont sa politique étrangère - ne sont pas complètement déterminées par ses parrains régionaux, et si celui-ci se permet de contourner les aspirations de ces derniers quand il estime que ses intérêts le requièrent, quelles priorités sont alors celles du parti?

Objectifs, institutions et retraduction de la politique étrangère du Hezbollah

Trois décennies au service de la Résistance islamique

Lorsqu'Israël envahit pour la seconde fois le Liban en juin 1982, un effort de résistance soude aussitôt une grande partie des groupes militants chiites du pays. Dans la Bekaa, hinterland du nord-est libanais, un premier réseau de clercs, défenseurs depuis plusieurs années de paradigmes anti-impérialistes, utilisent à la fois leurs appuis au sein du monde révolutionnaire iranien et leur popularité auprès des jeunes locales pour mettre sur pied

une nouvelle structure paramilitaire dédiée à repousser l'occupant : *al-Muqâwama al-islâmîyya fî Lubnân*, la « Résistance islamique au Liban » (RIL). Dans la foulée, son état-major s'adjoit un premier réseau d'institutions civiles chargé de mobiliser en son nom et de développer au sein de la société puis de la classe politique un certain nombre de leviers de soutien. Ce réseau, bientôt appelé à se diversifier et se professionnaliser, prend son nom définitif en mai 1984 : le Hezbollah, ou *Parti de Dieu*.

En toute logique, les relations entre la RIL et le Hezbollah sont définies de manière complémentaire : la première se charge du combat militaire, harcelant les forces d'occupation dans l'espoir de les décider au retrait complet et définitif ; le second produit un discours de justification et de mobilisation, une action sociale de dédommagement et une participation à la vie politique nationale, dans l'objectif de désamorcer toute fronde possible en provenance de la population et toute menace qui pourrait émerger au sein des sphères dirigeantes de l'Etat libanais. La politique étrangère du Hezbollah (à différencier de l'action extérieure, para-militaire de la RIL) n'échappe pas à cette distribution des tâches : à l'instar des autres types d'action du parti, sa fonction première reste de défendre les intérêts de la RIL.

Ce postulat à l'esprit, il devient possible de cerner la logique qui sous-tend les préférences extérieures du Hezbollah, et de saisir la manière dont le contexte peut proposer amitiés ou inimitiés. En toute logique, Israël reste l'ennemi premier et immuable. A ce niveau, le Hezbollah s'applique à bien différencier sionisme et judaïsme, déclarant n'avoir officiellement aucun grief à l'encontre du second¹. Washington, allié quasi-organique de Tel-Aviv, ne peut espérer être mieux considéré que son protégé. Les autres acteurs de ce monde sont alternativement hissés au

¹ Au point de soutenir la rénovation de lieux de culte juifs en plein centre de Beyrouth et de recevoir avec les honneurs des personnalités, intellectuels ou clercs juifs non sionistes. On citera parmi eux Noam Chomsky, reçu par la direction du Hezbollah avec les honneurs en 2006 et 2010, Norman Finkelstein, en 2008, et plusieurs rabbins du mouvement *Neturei HaKarta*, en 2005 et 2012.

rang d'interlocuteurs respectables voire d'alliés privilégiés, ou voués aux gémonies, au gré de leur politique ou de celle de leurs gouvernements. L'image de la France par exemple, s'est nettement améliorée durant les trois dernières décennies : membre des Forces Multinationales stationnées à Beyrouth au lendemain de l'invasion israélienne de 1982, Paris est alors critiqué pour le soutien qu'il accorde, en dépit de ses obligations de neutralité, aux milices chrétiennes libanaises pro-israéliennes¹. Mais la fin de la présence internationale armée dans la capitale en 1984 permet à la France de devenir par la suite un « partenaire occidental raisonnable ». La présidence de Jacques Chirac (1995-2007), en particulier, est appréciée dans sa majeure partie, essentiellement pour ses multiples condamnations durant la seconde moitié des années 1990 des attaques israéliennes contre le Liban. Le vote de la Résolution 1559 par le Conseil de Sécurité de l'ONU en septembre 2004, qui prévoit le désarmement de « toutes les milices » au Liban - dont la RIL -, déçoit. Mais la France n'en perd pas pour autant en pratique son statut d'interlocuteur privilégié, notamment dans les moments de grande crise, comme à l'été 2006, où, dans le cadre de la Guerre des 33 Jours, Paris représentera l'unique pare-feu occidental face à la capacité de nuisance israélienne².

Sources de production en interne

D'un point de vue institutionnel interne, la production de la politique étrangère du Hezbollah est répartie sur plusieurs niveaux. Contrairement à ce que certains médias se sont plu à affirmer, il n'existe pas de « ministère des Affaires étrangères » au sein du parti. Celui-ci dispose bien d'une « Unité des Relations

¹ Elizabeth Picard, *Liban, Etat de discorde*, Paris, Flammarion, 1988, p.198-199.

² Dès le début du conflit qui oppose Israël et la RIL en juillet et août 2006, le gouvernement français tente d'obtenir un cessez-le-feu. *A contrario*, les gouvernements américain, britannique et allemand s'opposeront pendant plus d'un mois à une suspension des hostilités dans la crainte que celle-ci ne fasse échouer l'offensive israélienne.

extérieures » (*Wahdat al-'Ilâqât al-khârijiyya*), qui sans être un organe de décision, assure une partie des relations publiques de promotion et fournit surtout conseil et assistance aux véritables instances chargées de planifier la politique extérieure. Ainsi, le président de l'Unité se charge des contacts généraux avec les représentants des organisations internationales ou des ambassades étrangères, quand ses assistants épluchent la presse étrangère, rédigent des mémos envoyés aux instances de décision supérieures. Selon la nature des délégations qui rendent visite au Hezbollah, les rencontres sont organisées de manière à s'ajuster au mieux au profil de l'interlocuteur et peuvent être réorientées vers d'autres Unités : les émissaires des ambassades ou des organisations internationales peuvent être reçus par le président de l'Unité des Relations extérieures dans le cadre des réunions de communication routinière, mais les professeurs étrangers, les journalistes et autres professionnels sont le plus souvent reçus par des cadres du parti issus d'institutions spécialisées (Unité de la Mobilisation estudiantine, Unité de l'Information, etc.)

La substance et les modalités de la politique étrangère sont décidées à des niveaux supérieurs. Le secrétaire général du Hezbollah lui-même décide, appuyé par le Conseil de décision central, des positions à adopter. Le Conseil politique, un des cinq conseils centraux supervisés par le Conseil de décision central, est en particulier subdivisé en groupes de travail chargés de « dossiers » : parmi ceux-ci, le dossier des relations extérieures, le dossier des relations avec les pays arabes, le dossier des relations avec les factions palestiniennes, le dossier des relations avec les groupes islamiques. A ce niveau sont établis des contacts plus consistants de coopération mutuelle. Les exceptions sont nombreuses où les échanges sont délégués à des instances supérieures si le contenu de ceux-ci est jugé sensible. Les discussions en termes de coopération politique stratégique sont prises en charge par le secrétaire général lui-même ou le vice-secrétaire, de même que le sont certains contacts destinés à rester secrets ou à faire passer des messages non

officiels. Les collaborations militaires et sécuritaires enfin sont du ressort de l'état-major de la RIL et des responsables de son appareil sécuritaire.

Cet éclatement des niveaux de contact et de prises de décision pourrait en toute logique laisser présager un morcellement de la politique étrangère du parti. Or, depuis plusieurs années déjà, il apparaît que sa direction gère avec succès et dans une cohérence remarquable ces positions des divers niveaux, produisant une uniformité des discours de justification et une action durablement alignée sur ses choix déclarés. En cela, une discipline interne solide et une structure verticale de l'organisation, efficaces à prévenir les divergences, sont certes d'une aide précieuse. Mais l'ajustement est d'autant plus réussi qu'il incorpore également l'action extérieure du Hezbollah via l'appareil étatique.

La plateforme étatique

En pratique, la retraduction des efforts du Hezbollah en matière de politique extérieure consiste essentiellement en une tentative permanente de désamorcer, à travers des échanges avec les acteurs étrangers, ce qui peut l'être parmi les menaces qui pèsent sur la continuation de l'action de la Résistance. En particulier, sa plateforme des relations étrangères fait office d'extension en termes communicationnels du champ de bataille où s'opposent habituellement la RIL et Israël : nombreuses en effet sont les occasions de voir le Hezbollah recourir aux canaux diplomatiques pour contrecarrer les campagnes menées par les Affaires étrangères israéliennes auprès des gouvernements occidentaux dans l'espoir de faire sanctionner le parti et la RIL. Mais l'essentiel de l'effort du Hezbollah consiste en réalité en une communication extérieure par procuration, incarnée par une politique de lobbying auprès des instances étatiques libanaises.

Une étude du recours par le Hezbollah aux institutions de l'Etat libanais en matière de politique étrangère n'est réellement pertinente qu'à partir du début des années 1990, lorsque le parti

décide de rejoindre pour la première fois l'arène institutionnelle nationale. En 1992 ont en effet lieu les premières élections législatives d'après-guerre (1975-1990) et le Hezbollah fait le choix d'y participer. Son objectif ? *Îsâl sawt al-Muqâwama lal-Barlamén*, ou "Faire entendre la voix de la Résistance au Parlement"¹. En d'autres termes, élargir la collection de leviers déjà à la disposition de son effort de défense des intérêts de la RIL. Si l'Etat libanais doit, avec l'application des accords de Taëf qui viennent de mettre fin à la guerre civile, regagner une certaine autorité, il apparaît préférable pour le Hezbollah de se donner les moyens de contrer la capacité de nuisance étatique potentielle depuis l'intérieur. Loin de travailler à obtenir des subventions pour ses institutions comme le font généralement les groupes politiques religieux de la région, se retenant de débattre de l'opportunité d'un changement de régime en faveur d'un gouvernement islamique, les députés du Hezbollah restent fidèles à la mission originelle : ils demandent à ce que l'action de la RIL au Liban-Sud soit officiellement reconnue et légitimée par l'Etat, réclament des aides pour les victimes des bombardements israéliens et des initiatives en vue de faire libérer les prisonniers libanais détenus en Israël. Davantage, ils tentent de peser sur la politique étrangère de Beyrouth. Cela est explicite à chaque crise militaire avec Tel-Aviv : à l'occasion des offensives élargies de l'armée israélienne en juillet 1993 et avril 1996, et de divers accrochages plus ou moins conséquents qui ponctuent le calme relatif qui règne à la frontière au lendemain de la Libération de 2000, le gouvernement doit, selon le Hezbollah, non seulement soutenir officiellement la cause de la Résistance, mais faire son possible pour contrecarrer toute tentative internationale de mettre la même Résistance au pas. Cette attente du parti n'est pas qu'une requête parmi d'autres : sa réalisation n'est pas moins que la condition *sine qua non* du maintien d'une bonne entente entre le Hezbollah et le pouvoir. Dès son entrée en politique, le parti a en effet très

¹ Pour reprendre la formule d'un député du Hezbollah (entretien, 2007).

explicitement établi les règles du jeu : tant que l'Etat ne mettra pas en question les intérêts de la RIL, celui-ci n'a pas à craindre d'action déstabilisatrice de la part du parti. Relayant ses aspirations quant à une islamisation du pouvoir à un futur hypothétique, le Hezbollah conçoit donc l'Etat avant tout comme un instrument de sa politique de désamorçage des menaces étrangères.

Tant que le régime syrien reste l'arbitre suprême du jeu politique libanais (1990-2005), le Hezbollah n'a pas à se plaindre de la prestation des autorités à Beyrouth ; le Premier ministre Rafic Hariri lui-même s'échinera plus d'une fois à défendre la cause de la RIL face à ses alliés occidentaux. Cette appréhension par le Hezbollah du rôle étatique en matière d'influence extérieure se maintient après le retrait des troupes syriennes en 2005 et la victoire de la coalition du 14 Mars, hostile à Damas, aux législatives de la même année ; malgré des divergences idéologiques notables, les relations entre le parti et le nouveau pouvoir libanais débutent ainsi sous des auspices acceptables, grâce à un engagement plus ou moins explicite du nouveau gouvernement à ne pas nuire à la RIL.

L'importance stratégique du levier étatique dans la politique étrangère du Hezbollah s'illustre avec une clarté sans précédent à l'occasion de la crise de l'été 2006, lorsqu'Israël bombarde le Liban sans discontinuité durant 33 jours et 33 nuits, à la suite de l'enlèvement par la RIL de deux soldats israéliens à la frontière au petit matin du 12 juillet. Pour la première fois dans l'histoire du Hezbollah, le gouvernement se désolidarise de la RIL, et une partie de la classe politique hostile au parti collabore avec l'attaquant. Cette disparition du relais étatique est en grande partie à l'origine de l'escalade politique dont le Hezbollah prend la tête après la guerre, comme elle explique son insistance à tenir plus fermement les rênes du pouvoir. Plus que jamais depuis 2006, le président de la République, le Premier ministre, le chef de l'armée, les hauts responsables des forces de l'ordre et de sécurité ne peuvent être nommés au Liban sans l'aval du Hezbollah - dont la première et dernière condition est

l'engagement des candidats à défendre la RIL. En cela, le renversement du ministère Hariri en janvier 2011 et l'inversion des tendances au sein du Parlement qui lui a fait suite ont paru devoir faciliter la tâche du parti, l'ancienne minorité dont il faisait partie ayant désormais la majorité des sièges dans l'Hémicycle et le privilège de mener le gouvernement. Mais le déclenchement de la crise syrienne à la même époque force le Hezbollah à revoir malgré lui ses *modi operandi* en politique étrangère.

Révolution anti-Assad: déterritorialisation exceptionnelle de la RIL

Au printemps 2011, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, ne tergiverse pas. Face à l'agitation politique qui émerge en Syrie, il déclare publiquement préférer un maintien du régime en place, tout en appelant à un dialogue entre celui-ci et l'opposition. La popularité du Hezbollah parmi une grande partie du peuple syrien subit à l'occasion un sérieux revers. En toute logique, les relations entre le parti et les forces actives de la protestation se teintent d'animosité : les accusations déplaisantes fusent entre le Conseil National Syrien (CNS) de Burhan Ghalioun et la direction du parti ; Ammar al-Wawi, porte-parole de l'Armée Syrienne Libre, prévient Nasrallah qu'il sera jugé par « les tribunaux révolutionnaires syriens une fois que la Révolution aura remporté la victoire »¹. La tension monte surtout autour d'interventions présumées de la RIL en soutien au régime de Bachar al-Assad. Les rapports se succèdent en provenance de l'opposition syrienne faisant état de centaines voire de milliers de combattants impliqués aux côtés de l'armée régulière de Damas, plusieurs décomptes affirmant que des dizaines d'hommes de la RIL ont été tués lors des combats ; des documents vidéo sont postés sur *Youtube*, où paraissent des militants armés présentés comme des membres de la RIL actifs en Syrie. Jusqu'au printemps 2013, il apparaît pourtant après

¹ *L'Orient-Le Jour*, 1^{er} février 2012.

vérification que les imputations syriennes restent largement inexactes, la RIL n'ayant selon toute vraisemblance apporté aucun soutien en hommes à l'armée des Assad.

Pour autant, cela ne signifie pas qu'elle n'est pas présente sur le terrain. Son champ d'action est une portion bien déterminée de la frontière, la région syrienne de Qusayr, rattachée au nord-est du Liban : certains membres de la RIL, résidant dans le secteur, ont rejoint des milices locales qui défendent plusieurs villages de la zone, habités essentiellement par des Libanais chiites et régulièrement pris pour cibles par des groupes sunnites radicaux de l'opposition². La direction du Hezbollah justifie donc l'action de la RIL dans la région en avançant qu'il ne s'agit pas de troupes dépêchées sur le terrain depuis le Liban, mais de résidents libanais en territoire syrien acculés à l'auto-défense.

Une participation avérée, reconnue par le parti, de la RIL aux combats entre régime et opposition en Syrie a lieu à la fin mai 2013. Rebelles syriens et combattants de la RIL appuyés par les forces régulières syriennes se battent trois semaines durant à Qusayr, conquise plusieurs mois auparavant par l'opposition. Le face-à-face est féroce, les deux camps déplorent des morts par centaines³. Le nombre des combattants mis en présence est difficile à établir ; 3 000 à 6 000 rebelles, selon les médias, luttent contre l'armée syrienne appuyée par une RIL forte de 3 000 à 4 000 hommes selon les autorités françaises, de 1500 selon le Hezbollah⁴, de quelques centaines d'entre eux selon d'autres sources libanaises⁵.

² Le cas de cette région est atypique. Les frontières entre le Liban et la Syrie n'ayant jamais été officiellement ni précisément tracées, il existe entre les deux pays des poches paradoxales, comme celle de Qusayr où près d'une trentaine de villages (30 000 personnes environ), bien que majoritairement habités de citoyens libanais, se situent en territoire syrien. En l'absence de toute protection régaliennne libanaise comme syrienne, les habitants ont organisé des milices d'auto-défense face aux attaques de certains groupes sunnites de l'opposition.

³ *Al-Akhabâr*, 20 mai 2013, *Le Figaro*, 29 mai 2013, *The Daily Star*, 4 juin 2013, *Haaretz*, 5 juin 2013.

⁴ Entretien avec des cadres du Hezbollah, mai 2015.

⁵ *LOLJ*, 3 juin 2013.

La victoire est en définitive remportée début juin par l'armée syrienne et la RIL ; l'intervention de cette dernière en particulier est reconnue par les observateurs de toutes les tendances comme étant le facteur qui a permis au régime de l'emporter, l'armée syrienne étant restée auparavant empêtrée dans un combat de basse intensité avec les rebelles des semaines durant sans obtenir de résultat probant.

La justification avancée par la direction du Hezbollah pour cette première intervention du genre en territoire syrien évoque une inquiétude face à la progression des radicaux jihadistes dans la zone limitrophe d'une région clé du Hezbollah - la région de Baalbeck al-Hermel, dans la Békaa-Nord -, et la fréquence croissante de leurs attaques contre les régions chiites en territoires syrien comme libanais¹. Craignant de les voir avancer significativement en zone libanaise (chiite), la RIL n'aurait pas eu d'autre choix que de procéder à une opération coup de poing destinée à les repousser à une distance suffisante pour assurer retour au calme et sécurité des deux côtés de cette portion sensible de la frontière². Le Hezbollah présente donc l'intervention de la RIL comme une mesure non pas offensive mais défensive. Cet argumentaire semble concorder avec le fait que si la RIL est intervenue à Qusayr et Homs, toutes deux très proches de la Békaa chiite, elle n'est pas intervenue

¹ Depuis 2011, de nombreux incidents et attaques imputables à l'opposition syrienne - Armée syrienne libre ou groupes jihadistes - sont régulièrement répertoriés dans la Békaa libanaise (chiite) voisine de la frontière syrienne.

² Paradoxalement, elle aurait donc privilégié la même stratégie que l'armée israélienne en 1978, lorsque celle-ci créait une zone tampon au Liban-Sud, qu'elle « nettoyait » de toute présence armée palestinienne dans l'espoir de faire cesser les lancements de roquettes sur le nord de la Galilée et d'empêcher les incursions en Israël de combattants palestiniens depuis le territoire libanais.

significativement à Alep, ville distante de la frontière¹. La crainte d'une présence massive de combattants radicaux anti- chiites aux portes du nord-est chiite libanais, justifiant le besoin de faire des environs de Homs une zone sécurisée, ressort assez sincèrement dans les témoignages des combattants de la RIL pour être acceptée comme une des raisons expliquant effectivement le choix fait par la direction de la Résistance islamique de mener bataille, pour la première fois de son histoire, sur un territoire qui n'est pas son territoire national. Mais de toute évidence, elle n'est pas la seule.

L'interprétation la plus plausible de l'implication de la RIL en Syrie reste celle d'une rencontre de deux intérêts. Le régime syrien, en reprenant la région de Qusayr et de Homs, « débloque » les grandes voies de transport et de trafic liant Damas au nord-ouest, notamment littoral, du pays ; il rend également plus difficile l'accès à la partie sunnite de la Békaa libanaise aux rebelles qui, depuis 2011, y avaient trouvé un havre de repli et un centre d'approvisionnement et d'armement. La participation de la RIL aux combats en Syrie apparaît surtout répondre à ses propres intérêts, traduisant moins une tentative de sauver le régime syrien qu'une anticipation des éventuelles retombées contrariantes de la chute de Bachar al-Assad sur ces mêmes intérêts. Pour rappel, les modalités de l'alliance stratégique qui régit depuis le début des années 1990 les rapports du Hezbollah avec Damas consistent essentiellement à faciliter le cheminement logistique, via le territoire syrien, de l'armement de la RIL en provenance d'Iran ; selon toute probabilité, ces dispositions ne seront pas maintenues dans le cas de la chute du

¹ Les rapports en provenance du terrain semblent indiquer que les combattants de la RIL se sont essentiellement contentés à Alep d'un rôle de conseil et de formation auprès des troupes du régime ; seuls un nombre restreint d'entre eux auraient, sporadiquement, appuyé les forces régulières.

régime syrien. Les groupes d'opposition sont indéniablement divisés, mais partagent une même aversion pour le tandem Iran-Hezbollah ; celui-ci ne peut donc espérer la préservation en l'état de la coopération fructueuse dont il bénéficie encore aujourd'hui avec le régime d'Assad. Selon toute probabilité, la RIL et son mentor iranien devront se résigner à laisser quelques plumes dans une redistribution des rapports de force internes en Syrie, mais une utilisation bien pensée de la nouvelle donne peut leur permettre d'y préserver l'essentiel de leurs atouts. Ainsi, ils n'ont pas besoin d'être les bienvenus sur l'ensemble du territoire syrien ; un sanctuaire stable et protégé est suffisant pourvu qu'il dispose de certaines facilités logistiques. La géographie confessionnelle syrienne semble déjà naturellement présenter en le nord-ouest - essentiellement alaouite et chrétien donc à double titre favorable aux préférences régionales du Baath - un premier territoire où la RIL et Téhéran peuvent se réaménager un espace de présence et d'organisation fonctionnel

: en d'autres termes, l'espace situé entre la côte syrienne et l'axe Damas-(Qusayr-)Homs-Alep. L'intervention armée de la RIL dans la région semble donc répondre tout autant à une réaction d'auto-défense préventive que d'une sécurisation avant l'heure d'une partie de la zone où la RIL pourrait être obligée, à plus ou moins long terme, de restreindre ses manœuvres logistiques en territoire syrien.

En termes de politique étrangère, cet engagement de la RIL sur le terrain n'empêche pas le Hezbollah d'appuyer la politique de distanciation officielle du gouvernement libanais face à la crise syrienne. Dédoublée de la sorte, la politique étrangère du parti paraît contradictoire ; ces deux positions sont pourtant complémentaires. D'une part, la RIL tente de sauver une partie du régime d'un allié stratégique dans la crainte d'un nouveau pouvoir, séculaire ou religieux, mais pareillement décidé à ne plus assurer le soutien qu'Assad offrait à la RIL, voire à entretenir de bonnes relations avec Israël. D'autre part, le Hezbollah tente, comme il l'a toujours fait, d'empêcher une déflagration aussi idéologique que confessionnelle en interne, la

guerre civile ayant toujours été catégorisée par le parti comme un cadre propice à un affaiblissement de la RIL : à cet effet, le maintien d'une position plus ou moins neutre par le gouvernement paraît nécessaire pour maintenir le calme sur la scène intérieure - et par extension ne pas exposer la RIL plus qu'elle ne l'est déjà.

Le Hezbollah, à l'aune du conflit en Syrie, ne semble donc pas avoir modifié ses priorités, utilisant tous les leviers à sa disposition pour défendre la RIL. Après avoir recouru des années durant à un discours de justification axé sur la nécessité de ne pas contrarier celle-ci pour le rôle primordial et nécessaire qu'elle remplit dans la protection du territoire national face à toute attaque en provenance du sud, le Hezbollah a en toute logique rattaché, dans son argumentaire sur la crise syrienne, chute d'Assad et menace israélienne. Rhétorique et option stratégique réelle ne sont bien entendu pas à confondre, mais une constante se dégage : si la RIL s'attaque pour la première fois de son histoire à un ennemi extra-libanais non-israélien, et pour la première fois en dehors de son territoire national, le Hezbollah, pour sa part, ne change pas. Les intérêts de la RIL passent avant tout, et les dividendes qu'il pourrait récolter à s'en détacher et se redéfinir comme un simple parti politique semblent incapables d'avoir raison de la mission originelle.

*Identité de l'Etat, intérêt national et politique étrangère.
Actions et pratiques diplomatiques du parti AKP
en Turquie depuis 2002*

**Jean-Baptiste Le Moulec
et Aude Signoles**

L'opinion commune à l'égard de l'action de politique extérieure turque défendue dans les milieux politiques et médiatiques, européens comme américains, est d'affirmer que celle-ci a radicalement changé avec l'arrivée au pouvoir, en 2002, d'un gouvernement étiqueté « islamiste ». En particulier, la politique étrangère du gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (AKP)¹ est décrite comme rompant avec l'atlantisme idéologique adopté depuis la fin de la Seconde guerre mondiale par les gouvernements (républicains) successifs. La « rupture » proviendrait également du fait que les actions diplomatiques turques regarderaient désormais vers « l'Est », notamment vers le Moyen-Orient², en étant guidées

¹ L'*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la Justice et du Développement, a été créé en 2001 par Recep Tayyip Erdoğan alors membre du *Refah partisi* et lieutenant de Necmettin Erbakan, personnalité dominante de l'islam politique turc depuis la fin des années 1960. L'AKP est l'une des deux scissions du Refah, avec le *Saadet Partisi* – Parti du Bien-être. Son programme politique relève du libéralisme économique et du conservatisme social.

² L'utilisation du terme « *Ortadoğu* » - Moyen-Orient, en turc -, comprenant implicitement la « question kurde » et l'Iran, est probablement l'une des mentions géographiques les plus récurrentes tant dans les médias, et dans le discours des acteurs politiques et diplomatiques turcs que dans la production émanant de la « sphère » plus spécifiquement intellectuelle et universitaire. Ce terme est souvent utilisé au détriment d'appellations plus précises qui existent cependant en turc – monde arabe, Afrique du Nord, *Bilâd Ach-Châm*, Proche-Orient... -, reflétant peut-être la nécessité de parler encore et toujours plus de cet « *Ortadoğu* » sans prendre toujours la peine des définitions préliminaires. C'est que la zone, désignée par cette acception

par une fibre islamique qui présenterait comme « paternalisme » bien-pensant à une stratégie d'Empire qui tairait son nom (le fameux « néo-ottomanisme »¹) – ce qui fait dire à certains que l'action de politique extérieure turque s'« orientalise », voire « s'islamise », en même temps que les perspectives d'entrée rapide dans l'Union Européenne s'amenuisent.

Ces représentations occidentales se retrouvent également dans la littérature académique qui, ces dernières années, a régulièrement pris pour objet d'étude la politique étrangère de l'AKP à l'égard du monde arabe². En soi, de telles perceptions en disent plus sur les acteurs qui contribuent à les véhiculer que sur les cadres et contextes d'action qui participent à la fabrication des orientations diplomatiques d'Ankara. Elles cherchent à discréditer les actions extérieures du gouvernement AKP en les lisant par le seul prisme de la variable religieuse et culturelle. Elles ont pour effet, qui plus est, de produire, en Europe, une peur diffuse de l'activisme extérieur turc, qui alimente les positions et réactions de rejet à l'égard de la candidature de ce pays à l'entrée dans l'Union Européenne. Cette lecture, hautement politisée, est aussi celle des élites turques qui ont été en place jusqu'à l'arrivée au pouvoir de R.

T. Erdoğan. Ces dernières, qui appartiennent majoritairement au

vague, concentre tout ce que beaucoup de Turcs, à commencer par les élites, considèrent comme étranger, exogène, indésirable. Par ailleurs, sans que cela constitue un critère définitif, on remarque que le terme « *Ortadoğu* » est souvent utilisé par des acteurs et institutions cherchant une visibilité médiatique. A l'inverse, parmi les observateurs les plus attentifs, parfois arabophones, « *Ortadoğu* » est de plus en plus fréquemment récusé en faveur de « monde arabe », « pays arabes ». Plus rares encore, quelques universitaires rejettent d'emblée les conclusions généralisées à l'échelle de la zone et militent pour une analyse pays par pays.

¹ Dal, Emel Parlar. « Entre Précaution et Ambition: Le Néo-ottomanisme de La Nouvelle Politique Extérieure de l'AKP En Question. » *EurOrient* no. hors-série, 2010, pp.35–58.

² Voir notamment Cook (2011), Garapon (2010), Göle (2011), Hakura (2011), Lundgren (2005), Martin & Keridis (2004), Schmid (2011), Tocci et alii (2011), et K. Öktem, A. Kadioglu et M. Karli, 2012, *Another Empire. A Decade of Foreign Policy under the Justice and Development Party*; Istanbul, Bilgi University Press.

courant dit « séculier », accusent l'AKP – et, par-delà, le courant « islamo-libéro-conservateur »¹ - d'enterrer la modernité de l'Etat et l'identité laïque qu'ils se sont attachés à lui donner, au nom d'une fraternité panislamique et de liens culturels communément hérités². De leur côté, les dirigeants de l'AKP présentent leurs actions de politique étrangère comme faisant œuvre de « restauration » des liens rompus avec l'environnement régional, notamment arabe, au moment de la chute de l'Empire Ottoman³. Dès lors, ils considèrent leurs orientations comme « novatrices » et « en rupture » au regard de ce qui avait cours avant. Tous ces points de vue exprimés sur les actions de politique extérieure turque menées depuis 2002 en disent finalement peu sur les protagonistes à l'œuvre, les représentations de l'intérêt national qu'ils portent et leur auto-perception, ni même sur les aspirations et objectifs stratégiques poursuivis. Cet article a

¹ Ce terme est d'usage « courant » dans la littérature académique sur la Turquie (voir A. Chenal, « L'AKP et Le Paysage Politique Turc », *Pouvoirs*, n°115, p. 41–54, 2005). Il reflète l'hétérogénéité des forces se réclamant d'un héritage idéologique qu'aurait développé le père fondateur de la République de Turquie, M. Kémal. Sur les « nouvelles » élites économiques qui ont porté au pouvoir l'AKP et le soutiennent depuis lors, voir D. Yankaya, *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, Paris, PUF, 2012.

² Le courant kémaliste ou séculier – appelé ainsi car il regroupe des forces politiques refusant toute forme d'islamisation de la vie politique et des institutions - est souvent présenté de manière caricaturale par les forces d'opposition politique, qui lui reprochent de nier l'identité profonde des turcs - islamique-, et réciproquement.

³ Certains Turcs, dans l'imaginaire collectif et le récit national, considèrent que les Arabes, par leurs revendications nationalistes au début du XXème siècle, ont poignardé l'Empire ottoman « dans le dos ». En effet, au moment où celui-ci cherchait à préserver son autorité dans leurs territoires, la « Grande révolte arabe » éclatait sous le commandement hachémite du Chérif Hussein de la Mecque, avec le soutien de la Grande Bretagne. Cette dernière, grande partisane du démembrement de l'Empire ottoman s'illustra encore au Traité de Sèvres et de 1919 à 1923 en soutenant les Grecs contre l'armée républicaine turque reconstituée par Mustafa Kémal. Les Arabes accusent, de leur côté, les Turcs d'avoir sabordé l'institution califale et les soupçonnent de n'avoir jamais abandonné leurs aspirations hégémoniques au Proche et Moyen-Orient arabe.

donc pour objectif de procéder à une analyse approfondie des agendas de politique étrangère qu'Ankara porte sur la scène internationale, particulièrement dans le monde arabe, depuis le tournant du XXIème siècle. L'accent délibérément mis sur les relations tissées par la Turquie avec ses voisins arabes ne doit pas faire oublier la vision du monde globale défendue par l'Etat turc dans les enceintes internationales à travers des pratiques diplomatiques multiples. Il ne doit pas non plus oblitérer le fait que celui-ci mène une politique d'influence active en direction des populations turcophones d'Asie centrale membres des ex-Républiques soviétiques devenues indépendantes (Kirghizstan, Ouzbékistan, etc.), de même qu'en direction des Balkans.

Mais la focalisation sur l'agenda « arabe » de la diplomatie turque se justifie par le fait que celle-ci n'est pas qu'affaire de conjoncture, dans la mesure où elle traduit surtout l'ambition d'un Etat dont la position de pivot géographique aux confins de l'Europe et de l'Asie a perdu de sa pertinence stratégique dans le contexte post-Guerre Froide. Une telle entrée permet aussi d'interroger l'évolution des partenariats de la Turquie avec les Etats-Unis et le Pacte atlantique d'une part, et l'Union européenne d'autre part. Partant de là, il s'agira de dire comment le gouvernement de R.T. Erdoğan a tenté une rénovation du rôle géopolitique de la Turquie. Quels sont les enjeux de politique intérieure et internationale qui ont été au cœur de son entreprise « réformatrice » ? Sur quels fondements théoriques celle-ci a-t-elle reposé et en quoi ses grands axes peuvent-ils faire actes de « rupture » ? Quels sont les acteurs- types qui s'y sont investi et de quelle manière, dès lors que le domaine considéré est traditionnellement monopolisé par l'armée et le pouvoir exécutif ? Enfin, comment les actions turques de politique extérieure ont-elles été remodelées à l'aune des révolutions arabes et notamment, de la crise syrienne. Inversement, en quoi les incertitudes politiques qui pèsent sur le devenir des régimes arabes en transition conduisent-elles le gouvernement de l'AKP à reconsidérer son rôle et son éventuel leadership dans la région ?

L'approche théorique pour laquelle nous avons opté est celle du courant constructiviste en théorie des relations internationales, qui pousse à interroger les liens entre identité de l'Etat (mouvante dans le temps), intérêt national (multiple et variable selon les acteurs) et orientations de politique étrangère (non figées et parfois concurrentes). Pour ce faire, nous avons étudié ce qui est - ou devient - objet de sécurité pour les dirigeants de l'AKP depuis leur arrivée au pouvoir, mais aussi ce contre quoi il faut se prémunir à leurs yeux. Nous avons ensuite porté notre attention sur les acteurs de la politique « arabe » de la Turquie, ainsi que sur les liens d'interdépendance qui se tissent entre les champs de pouvoir politique, économique et culturel. L'un des aspects qui nous a semblé le plus déterminant est celui des relations entre producteurs de savoir sur le Moyen-Orient (dans le cadre d'une véritable institutionnalisation d'une communauté d'experts) et décisions de politique étrangère. Enfin, nous nous sommes attachés aux moyens d'intervention et outils diplomatiques mis en avant par les acteurs du rapprochement turco-arabe, de façon à pouvoir décrire aussi de manière empirique quelques cas de coopération. L'approche méthodologique croise à la fois entretiens sociologiques, observations directes, discours publics et littérature grise.

Comprendre l'agenda « arabe » de la « nouvelle » diplomatie turque. Entre volontarisme étatique, contingences stratégiques et transformations du rapport à l'altérité

La remise en contexte historique des relations turco-arabes montre que l'intérêt porté par l'Etat turc à son étranger proche a été systématiquement alimenté par l'irruption de débats, dans l'espace public, sur la question de la visibilité de la religion et du rôle de l'islam dans la vie politique. Néanmoins, s'il existe des liens *a priori* forts entre les orientations des gouvernements successifs et leurs priorités diplomatiques, la lecture idéologique ne suffit pas à expliquer l'engagement actif du gouvernement de R.T. Erdoğan à l'égard des pays du monde arabe. En effet, le système international dans lequel les Etats